

## **Couperes à l'aide sociale : les Carrefours jeunesse-emploi font mieux et plus que ce qu'on dit**

Montréal, le 6 octobre 2014 – Le PITREM offrant les services Carrefour jeunesse-emploi Mercier tient à rectifier certains faits suite à la parution d'un article le 3 octobre dans le quotidien *La Presse* intitulé *Des coupes à l'aide sociale*. L'article dépeint les Carrefours jeunesse-emploi (CJE) sous un jour qui ne correspond pas à la réalité et omet des informations essentielles à la compréhension de leur rôle partout au Québec.

### **Un modèle efficace et accessible à tous les jeunes du Québec**

Les CJE s'adressent sans distinction à tous les jeunes, quel que soit leur statut social ou économique, qu'ils soient détenteurs d'un diplôme universitaire, ou qu'ils aient quitté l'école avant l'obtention de leur diplôme d'études secondaires, qu'ils soient travailleurs en quête de formation, inscrits à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale, ou sans aucun revenu. Le modèle des CJE est une solution alternative, innovatrice et prometteuse aux problèmes de chômage et de décrochage scolaire des jeunes, car il rassemble dans un même lieu tout l'éventail de services d'employabilité qui leur est offert. Les CJE possèdent également une solide expertise en matière d'intervention auprès des jeunes grâce à des professionnels compétents et tournés vers leurs besoins.

Les CJE, en plus d'offrir de l'aide à la recherche d'emploi, offrent des services d'orientation et d'information scolaire et professionnelle gratuitement et permettent aux jeunes d'explorer les différentes possibilités de métiers qui s'offrent à eux. Ces opportunités permettent aux jeunes de découvrir plusieurs métiers et de choisir celui qui correspondra le plus à leurs intérêts.

### **Une reddition de comptes rigoureuse de nos actions et des fonds publics confiés**

Quatre fois par année, les Carrefours jeunesse-emploi (CJE) rendent des comptes au gouvernement. Ils déposent un plan d'action détaillé des actions à entreprendre en début d'année, et celui-ci fait l'objet d'un suivi en cours et en fin d'année. Chaque CJE a l'obligation de produire des états financiers vérifiés par une firme de comptables professionnels agréés, selon les normes comptables canadiennes.

Qui plus est, chaque CJE est gouverné par un conseil d'administration autonome et indépendant, composé majoritairement de partenaires locaux et d'administrateurs chevronnés. Afin de conserver le caractère représentatif jeune, plus de 41 % de ces administrateurs de CJE ont moins de 35 ans. Enfin, un outil a même été développé en collaboration avec Emploi-Québec pour uniformiser et optimiser la reddition de compte, et satisfaire aux critères que le gouvernement fédéral impose au gouvernement provincial en la matière.

## Un investissement pour la société québécoise

La réputée firme comptable Raymond, Chabot, Grant, Thornton (RCGT) a réalisé en décembre 2013 une étude des impacts économiques découlant des activités des carrefours jeunesse-emploi du Québec.

Celle-ci démontre que les principales interventions créatrices de valeur sont :

- une incitation au raccrochage scolaire;
- un retour aux études (un jeune retournant aux études peut espérer un emploi mieux rémunéré, en moyenne, le taux de chômage est moins élevé pour les jeunes mieux instruits);
- une réorientation scolaire/professionnelle (augmente l'employabilité des jeunes, favorise une carrière longue et stable);
- une aide à l'employabilité et à l'intégration en emploi (trouver un emploi plus rapidement, mieux rémunéré et plus stable grâce à un accompagnement soutenu au maintien en emploi).

L'étude conclut que la contribution de l'action spécifique des CJE à l'économie du Québec est attribuable à des impacts fiscaux positifs d'au moins 72 millions de dollars. En prenant en considération le financement annuel consacré au financement de base des CJE, on constate que le bénéfice net est d'au moins 27 millions de dollars, et ce, annuellement.

### **Avant de réparer ce qui fonctionne bien, il faudrait que les experts puissent se prononcer**

« Le contexte économique actuel du Québec demande un effort concerté et les CJE en sont conscients. Si le gouvernement a l'intention de changer le rôle des CJE, il devrait tout d'abord permettre à ces derniers d'évaluer comment ils pourraient aider le gouvernement à faire des choix durables et avantageux pour les finances publiques. Les CJE font des observations et des constats partout en région qui méritent d'être entendus », soutient Danielle Lacombe, directrice générale des services CJE Mercier du PITREM.

Soulignons que dans son document *Stratégies d'emploi et de compétences au Canada*, l'OCDE affirme que « les carrefours jeunesse-emploi sont bien organisés et offrent divers programmes pour aider les jeunes. Ils occupent également une place de choix pour aider les employeurs locaux, les conseils sectoriels et la Commission des partenaires du marché du travail à soutenir les jeunes à « risque » de différentes façons et à encourager les décrocheurs sans titre de compétences à terminer leurs études ». Cette reconnaissance de l'action spécifique des CJE par l'OCDE témoigne de la nécessité de continuer à offrir leurs services aux jeunes du Québec.

### **À propos du PITREM**

Le PITREM est un organisme communautaire favorisant l'insertion sociale, professionnelle et économique des jeunes et des adultes de 35 ans et moins ayant des besoins relatifs au marché du travail. Pour réaliser sa mission, le PITREM accompagne ses clientèles dans un cheminement vers l'emploi ou le retour aux études, notamment par le biais de partenariats et de parrainages avec les entreprises.

**Renseignements :**

**Danielle Lacombe**

Directrice générale

Services CJÉ Mercier du PITREM

514 356-3226 poste 236

[direction.generale@pitrem.org](mailto:direction.generale@pitrem.org)

[www.pitrem.org](http://www.pitrem.org)